

Bruxelles, le 14 OCT. 2022

Monsieur Samuel MELCHIOR
Déni Climatique
deniclimatique@gmail.com



Nos Réf. : MP/JD/50533-97127

Vos Réf. :

Personne de contact : Jérémy DAGNIES

E-mail : dagnies@ceposs.be

Concerne : Carte blanche "Mais où est donc passé le sixième rapport du Giec ?"

Cher Monsieur MELCHIOR,

Votre courrier daté du 7 octobre 2022 relatif à l'objet sous rubrique m'est bien parvenu et a retenu ma meilleure attention.

Vos remerciements me touchent beaucoup mais c'est moi qui souhaite avant tout vous remercier pour votre engagement dans cette cause existentielle que constitue la lutte contre le réchauffement climatique.

C'est avec plaisir que je réponds ci-dessous aux quelques questions complémentaires que vous m'adressez.

Avez-vous lu le résumé du 3ème volet du 6ème rapport du GIEC, destiné aux décideurs ?

Oui, j'ai parcouru la synthèse traditionnelle destinée aux décideurs politiques. J'ai surtout lu la lettre n°25 de la plateforme wallonne pour le GIEC qui ramasse encore un peu plus le propos. Comme le recommande le rapport, tous les secteurs doivent être mobilisés dans l'atténuation du réchauffement et il faudra aussi massivement électrifier les usages.

Notre stratégie énergétique (le plan 4/4) présentée début septembre à la presse s'inscrit dans cette approche et fixe l'objectif de réduire de 25% la demande finale d'énergie d'ici 2050 par rapport au niveau enregistré en 2019. Il faudra complémentarément neutraliser la hausse naturelle de la consommation énergétique attendue dans le futur. L'ambition est donc bien plus élevée que -25%. Nous voulons aussi que l'électricité "bas carbone" (renouvelable et nucléaire) couvre 2/3 de la demande future d'énergie. Le dernier 1/3 utiliserait de la chaleur neutre en carbone (biomasse, biogaz et biofuel; hydrogène vert; combustibles fossiles avec captation ou compensation).

Nous avons également proposé un prix stratégique du gaz respectivement à 100 et 200 euros/MWh qui se maintiendrait à ce niveau, si les prix de gros sur les marchés reviennent aux fondamentaux d'avant 2020, de manière à soulager les ménages et les entreprises aujourd'hui, mais aussi de les

pousser demain à réduire leur consommation via l'efficacité et la sobriété.

Un groupe de travail approfondit-il ce sujet dans votre parti/cabinet avec l'objectif d'obtenir des résultats significatifs à un horizon de moins de 2 ans ?

Nous siégeons dans l'opposition tant au Fédéral que dans les Régions et à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Par conséquent, il est plus compliqué pour nous d'activer directement les leviers de manière à obtenir des résultats significatifs dans un délai de 2 ans.

Cela étant, nos députés mènent un travail critique et constructif et dénoncent la tendance de nombreux Ministres à fixer des objectifs à un horizon temporelle de 10 ou 20 ans, de manière à ne pas devoir rendre des comptes à court terme.

Dans le cadre de notre stratégie énergétique, nous travaillons désormais sur différents leviers identifiés qui nous permettront d'atteindre la neutralité carbone dans un peu plus de 25 ans. Un groupe de travail a d'ailleurs été constitué et comprend des députés, des collaborateurs internes mais aussi une série d'experts externes. Si vous le souhaitez, notre équipe peut vous rencontrer dans ce cadre.

Quelle est la place des rapports du GIEC dans vos décisions politiques ?

Les rapports du GIEC alimentent notre réflexion interne. Notre mouvement accorde une grande importance aux données chiffrées et objectives. Les textes du GIEC mais aussi d'autres institutions officielles ou scientifiques, belges, européennes et mondiales nous aident dans cette démarche.

Est-ce que vous reconnaissez/acceptez que l'objectif prioritaire est que le pic des émissions de gaz à effet de serre doit être atteint dans les 2 prochaines années au plus tard ?

Nous souscrivons totalement à la recommandation du GIEC qui consiste à limiter le réchauffement à 1,5° afin d'éviter une aggravation exponentielle de son impact sur les écosystèmes et l'humanité. Il faudrait donc que les émissions mondiales n'augmentent plus à partir de 2025 et amorcent leur diminution. Malheureusement, les données présentées par le GIEC nous montrent que cette ambition devient très difficile à rencontrer. Pour notre mouvement, nous devons désormais nous battre pour limiter le plus possible ce probable dépassement. Pour la Belgique, cela implique d'accélérer sa transition et de faire des choix courageux, comme par exemple maintenir, voire renforcer les installations nucléaires pour produire de l'électricité, plutôt que de recourir à des centrales au gaz qui émettent 40 fois plus.

La Belgique ainsi que les pays les plus industrialisés et riches doivent par ailleurs contribuer de façon substantielle au financement de la transition au niveau mondial. Sans solidarité avec les pays pauvres ou vulnérables, nous ne pourrions pas y arriver.

Enfin, il est urgent de réfléchir à la dépendance économique des pays européens vis-à-vis de puissances économiques responsables de la croissance continue des émissions dans le monde. Je pense plus particulièrement à la Chine et aux pays exportateurs de combustibles fossiles.

Considérez-vous que les actions entreprises pour atténuer le dérèglement climatique soient suffisantes et suffisamment rapides ?

Non. La Belgique peine à rencontrer l'objectif européen de 13% d'énergies renouvelables dans la demande finale. Les discussions sur le burden sharing ont tardé et aboutissent à des résultats très décevants. L'arrêt programmé de 5 réacteurs nucléaires sur 7 n'est pas une bonne nouvelle pour le climat. Le niveau des émissions belges stagne depuis plusieurs années (à l'exception de l'année 2020 et du contexte de pandémie).

Notre mouvement souhaite être en rupture avec les pratiques politiques du passé. Il faut arrêter d'avancer des objectifs à long terme très ambitieux alors que les actions et les résultats ne suivent déjà pas à court terme. On doit aussi cesser de faire croire à la population que la transition ne changera rien à nos habitudes de vie et de consommation.

Notre campagne "Avoir le courage d'ouvrir les yeux" et notre plan "4/4" traduisent notre volonté de parler vrai aux citoyens et d'expliquer très concrètement à dès à présent ce qui doit/va changer en Belgique et au niveau européen.

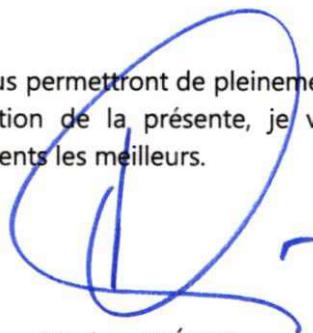
Nous avons enfin proposé d'instaurer un prix stratégique du gaz à 100 euros en 2022 et de maintenir ce tarif après la crise, de manière à donner un signal fort aux particuliers et aux entreprises. La crise actuelle est terrible et il faut en réduire les effets sur les citoyens et l'économie. Mais on doit s'en servir comme point de départ à un nouveau paradigme énergétique.

Quels sont les freins à la mise en oeuvre d'actions pour réduire drastiquement notre utilisation des ressources fossiles afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre ?

Le système de gouvernance belgo-belge constitue un frein important pour accélérer le processus de transition. Nous devons rétablir une hiérarchie des normes climatiques. Pour ce faire, nous plaidons pour un octopus du climat dans lequel tous les partis démocratiques pourraient être associés. Cet octopus s'accorderait sur une "loi climat" (réforme de la constitution ou loi-spéciale ou accord de coopération) avec des objectifs chiffrés, des obligations et des sanctions prévues pour chaque entité, un mécanisme de surveillance et de pilotage interfédéral et l'adoption de mesures courageuses mais nécessaires.

Nous pensons également qu'il faut une Europe plus forte et plus présente sur les questions climatiques. Les Etats-membres hésitent souvent à appliquer une fiscalité plus incitative sur les biens et services, par peur de perdre en compétitivité vis-à-vis des pays voisins. L'UE doit aussi instaurer des mécanismes d'ajustement à ses frontières pour mettre fin au régime avantageux accordé aux produits polluants importés.

J'espère que ces quelques éléments vous permettront de pleinement saisir nos positions sur le sujet du climat. Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie de croire, cher Monsieur MELCHIOR, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Maxime PRÉVOT
Président